



Déclaration de la FNEC FP FO lors du CDEN du 21/11/2022

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Messieurs, Mesdames les membres du CDEN,

Samedi 19 novembre, plus de 2 000 enseignants, parents d'élèves, lycéens manifestaient à Paris pour crier leur colère et leurs revendications en direction du ministère. **Ils demandent le retrait de la réforme Macron des lycées professionnels... réforme qui touchera les lycées agricoles également.**

La réforme Macron-Grandjean prépare la privatisation du service public des lycées professionnels, au profit de la généralisation de l'apprentissage patronal. Pour les jeunes, c'est le travail gratuit, l'exploitation et la déqualification. C'est la même logique que **Parcoursup** et que la **réforme du Bac**.

Cette réforme s'inscrit dans la feuille de route d'une politique visant à faire baisser le coût du travail. Au nom des économies de guerre, le gouvernement continue à saccager l'hôpital, l'école, et tous nos **services publics**.

Alors, face au gouvernement du 49-3 qui remet en cause **le droit de grève** et se refuse à prendre en compte les revendications pourtant urgentes et vitales, la FNEC FP FO apporte son soutien à toutes les mobilisations des personnels.

Le gouvernement persiste à refuser d'**augmenter les salaires** alors que l'inflation nous prend tous à la gorge. Les 3,5 % actent une nouvelle baisse cette année compte tenu de l'inflation. La FNEC FP FO 49 est d'autant plus scandalisée dans ce contexte que les remplaçants professeurs des écoles du département n'aient toujours pas reçu, après des mois de réclamation, l'argent correspondant aux heures supplémentaires effectuées à cause des **rythmes scolaires** différents. La FNEC FP FO 49 demande toujours le retour à un même cadre national de fonctionnement des écoles sur 4 jours pour tous, ce qui permettra de résoudre en partie les problèmes de dégradation des **conditions de travail d'enseignants dont 1 sur 2 est épuisé** mais également des conditions d'apprentissage de nos élèves, voire de leur sécurité.

Du point de vue des conditions de travail, la politique de destruction de l'enseignement spécialisé continue à faire son œuvre... Peu d'écoles aujourd'hui ne sont pas impactées par **l'inclusion systématique d'enfants qui ne relèvent pas du milieu scolaire ordinaire mais nécessitent des places en IME, ITEP, SESSAD ou attendent une notification MDA**, voire ne l'auront jamais pour certains tant les démarches reposent sur des familles en grande difficulté sociale. Peu d'écoles où on ne trouve pas d'enseignants face à de telles situations, des enseignants à bout et qui ne peuvent tout simplement plus faire classe. La solution trouvée ? Ce sont les conseils apportés par les équipes mobiles (EMAS) mais cela signifie ne pas donner les soins auxquels les enfants ont droit, c'est une forme de maltraitance pour eux, et, les collègues ne tiennent pas, ils sont souvent contraints de s'arrêter. De plus, la mise en place des PIALS a permis le saupoudrage des AESH : elles sont utilisées pour accompagner un maximum d'enfants, « mutualisées ». On nous dira que les AESH manquent, que le rectorat a du mal à les recruter. Pour exercer un métier sous payé, sans statut, est-ce étonnant ?

Les conditions de travail des enseignants sont également fortement dégradées par le **manque d'enseignants remplaçants**. Ceux qui ont assuré un remplacement long dès la rentrée ont été retiré de leur classe fin septembre. Cette déstabilisation des élèves et du fonctionnement des écoles **peut et doit être évitée**.

Elle le peut si on recrute... et pour FO, il faut recruter sous Statut.

La FNEC FP **FO** a donc rappelé lors du dernier CTA, le 14 novembre, à Madame la rectrice, la nécessité de recruter toute la liste complémentaire y compris les deux personnes qui n'étaient pas encore appelées, ce qu'elle nous a accordé. **La FNEC FP FO demande le ré-abondement de la liste complémentaire et l'intégration de collègues en disponibilité en attente de mutation dans le Maine et Loire.**

Par ailleurs, nous avons été alertés sur l'existence de 5 « classes Défense » dans le Maine-et-Loire. Une 5^{ème} a été créée en cette rentrée au LP Henri Dunant. Des classes dont l'enjeu est de « renforcer les liens entre l'Armée et la nation ! et ce, dans un contexte de guerre que nous connaissons tous. **Compte tenu de l'attachement de FO à la paix et à la laïcité, la FNEC FP FO 49 dénonce l'existence et la multiplication de ces classes « défense » dans les établissements publics.**

Pour finir, le Président de la République, qui n'hésite pas à trouver des milliards pour les **crédits militaires**, continue d'avancer un **projet de réforme des retraites dont 73% des Français ne veulent pas**. Il continue d'avancer un projet de recul de l'âge de départ à 64 ou 65 ans alors que l'ensemble des confédérations de ce pays se sont prononcées « contre ».

Comme en 2019, **FO** mettra tout en œuvre pour faire échec à la réforme des retraites.

- Pas touche à la jeunesse : abandon de la mise en place des classes défenses, abandon de la contre-réforme du Bac, de Parcoursup, Pas touche à nos lycées professionnels, retrait de la réforme Macron-Grandjean-Ndiaye !
- Augmentation immédiate des salaires pour tous les personnels ! A minima l'inflation immédiatement, puis rattrapage des 20 dernières années.
- Non à la contre-réforme des retraites annoncée par Emmanuel Macron !

En dernier point, nous vous ré-interrogerons aujourd'hui sur **la réintégration du collège Yolande d'Anjou dans la carte scolaire.**

Je vous remercie